

Faisant ensemble cent un mille deux cent cinquante-sept francs quatre-vingt-neuf centimes, le tout sous réserve de plus fort droit (neuf rôles et un renvoi),

101,257 89

Le receveur,

(Signé) BARRE.

Pour extrait conforme :

COPPIN, notaire.

(711-717.)

BULLETIN

OFFICIEL

DES

LOIS ET ARRÊTÉS ROYAUX

DE

LA BELGIQUE.

N° 711.

ARRÊTÉ

qui réduit de moitié les tarifs en vigueur au département de l'Intérieur relatifs aux frais de route pour les voyages sur le chemin de fer.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,
A tous présens et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté du 31 mars 1833, qui règle les frais de route et de séjour des fonctionnaires, employés et gens de service du département de l'Intérieur;

Sur le rapport de notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les tarifs en vigueur au département de l'Intérieur, en ce qui concerne *les frais de route*, sont réduits de moitié, pour tous les voyages qui se font par le chemin de fer.

Art. 2. Nos Ministres de l'Intérieur et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel*.

Donné à Paris, le 1^{er} septembre 1841.

Par le Roi :

LÉOPOLD.

Le Ministre de l'Intérieur,

NOTHOMB.

N° 712.

ARRÊTÉ

portant majoration des primes pour l'encouragement de la grande pêche.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,
A tous présens et à venir, SALUT.

Revu nos arrêtés des 27 février 1840 et 5 juin 1841, instituant des mesures réglementaires pour la répartition des encouragemens accordés, par la législature, à la pêche nationale;

Considérant que l'expérience a prouvé que les primes instituées par notre arrêté du 27 février 1840 sont insuffisantes pour encourager efficacement la pêche de la morue d'hiver, ainsi que la grande pêche du hareng destiné à être salé et mis en caque;

Voulant, par des mesures plus efficaces, déterminer les pêcheurs belges à se livrer plus spécialement à ces sortes de pêche, qui offrent une importance et une utilité réelles pour le pays;

Sur le rapport de notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les armemens à la pêche de la morue, désignés par le litt. A de l'art. 14 de notre arrêté du 27 février 1840, qui auront lieu à partir de l'année courante et pendant les années 1842, 1843, 1844 et 1845, jouiront d'une prime de quatorze cents francs par armement.

Les armemens à la pêche désignée dans la deuxième section du même arrêté, qui auront lieu pendant les années 1842, 1843, 1844, 1845 et 1846, jouiront d'une prime de 1,800 fr. par armement.

Le tout sous les clauses et conditions prévues par ledit arrêté.

Art. 2. A l'expiration du terme fixé pour ces encouragemens, nous nous réservons d'en modifier l'import selon les circonstances.

Art. 3. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ostende, le 22 août 1841.

Par le Roi :

LÉOPOLD.

Le Ministre de l'Intérieur,

NOTHOMB.

N° 713.

ARRÊTÉ

relatif aux signes distinctifs des bâtimens pêcheurs belges.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,
A tous présens et à venir, SALUT.

Revu les deux premiers paragraphes, de notre arrêté du 19 juillet 1841, ainsi conçus :

« Indépendamment de la marque dont les navires pêcheurs belges doivent être pourvus aux termes du dernier paragraphe de l'art. 6 de notre arrêté du 27 février 1840, ils porteront en toutes lettres à l'arrière, comme signes distinctifs, le nom du navire et celui du port d'armement avec un lion belgeque.

« Ces signes seront peints à l'huile, en noir sur fond blanc; ils auront une hauteur de 50 centimètres au moins. »

Considérant que l'exécution du dernier de ces deux paragraphes souffre quelque difficulté, par suite de la hauteur prescrite pour les signes distinctifs;

Vu les avis de M. l'inspecteur de la pêche maritime et de la députation permanente du conseil provincial de la Flandre occidentale,

Sur le rapport de notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Le deuxième paragraphe de l'art. 1^{er} de notre arrêté du 19 juillet 1841 est remplacé par la disposition suivante :

« Ces signes seront peints à l'huile, en noir sur fond blanc. Le lion belge aura cinquante centimètres en hauteur; cette hauteur sera de dix centimètres pour les autres signes que doit porter le navire »

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ostende, le 22 août 1841.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

NOTHOMB.

LÉOPOLD.

N° 714.

ARRÊTÉ

relatif à la police du roulage sur les chemins pavés et empierrés de Zillebeke.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présens et à venir, SALUT.

Vu la délibération du conseil communal de Zillebeke, province de la Flandre occidentale, en date du 5 avril 1841, tendant à ce que les lois et les réglemens en vigueur, concernant la police du roulage sur les grandes routes, soient déclarés applicables aux chemins pavés et empierrés de cette commune;

Vu les certificats constatant que cette demande a été publiée et affichée dans les communes de Comines, Ypres, Gheluveld, Hollebeke, Wytschaete, Voormezele, Zantvoorde et Zillebeke, et n'a donné lieu de la part des habitans à aucune observation;

Vu les délibérations des conseils communaux des sept premières communes, favorables à la demande;

Vu l'avis, également favorable, de la députation permanente du conseil provincial, en date du 5 août 1841;

Vu la loi du 24 mars 1838;

Sur le rapport de notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les lois et les réglemens en vigueur, concernant la police du roulage sur les grandes routes, sont déclarés applicables aux chemins pavés et empierrés de la commune de Zillebeke.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ostende, le 22 août 1841.

Par le Roi :

LÉOPOLD.

Le Ministre de l'Intérieur,

NOTHOMB.

N° 715.

ARRÊTÉ

relatif au déplacement de la barrière sur la chaussée provinciale de Tournay à Roubais.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présens et à venir, SALUT.

Vu la délibération de conseil communal de Templeuve, en date du 20 novembre 1840, tendant à être autorisé, 1° à changer l'emplacement des deux barrières que cette commune a été autorisée, par notre arrêté du 23 novembre 1833, à établir sur le chemin pavé de Templeuve à Rameignies-Chin; 2° A percevoir, à la première barrière, dont le nouvel emplacement est indiqué au plan par la lettre A, un droit égal à celui qui se perçoit sur les grandes routes, mais dans la direction de Rameignies-Chin seulement; et à la seconde, qui serait placée à l'endroit indiqué au plan par la lettre B, un droit semblable, mais seulement dans la direction de Templeuve;

Vu le plan dudit chemin;

Revu notre arrêté précité;

Vu les certificats constatant que cette demande a été pu-